



HAL
open science

Analyse d'une enquête sur les fondements de la guerre et des conflits auprès d'experts français et internationaux

Jacques Fontanel, Jean-François Guilhaudis

► To cite this version:

Jacques Fontanel, Jean-François Guilhaudis. Analyse d'une enquête sur les fondements de la guerre et des conflits auprès d'experts français et internationaux. Université des Sciences Sociales de Grenoble, CEDSI. 1988. hal-04579718

HAL Id: hal-04579718

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04579718>

Submitted on 18 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Analyse d'une enquête sur les fondements de la guerre et des conflits auprès d'experts français et internationaux

Jacques Fontanel et Jean-François Guilhaudis

CEDSI

Université des Sciences Sociales de Grenoble

Résumé : L'enquête engagée par le CEDSI (Centre d'Etudes de Défense et de Sécurité Internationale) de l'Université de Grenoble consiste à interroger, sur la base d'un questionnaire précis, les experts français et internationaux sur les fondements des guerres armées, économiques, civiles et plus largement de la violence. Les résultats sont intéressants d'abord parce que les Français sont plus confiants dans la dissuasion nucléaire que leurs homologues étrangers pour éviter les conflits armés, les rapports de force entre les deux systèmes économiques antagoniques ne sont pas privilégiés pour expliquer les guerres militaires et la lutte pour le pouvoir et la domination semblent être assez largement partagée dans la plupart des conflits, dans une expression que n'aurait pas démentis le mercantilisme.

The investigation undertaken by the CEDSI (Centre for Defense and International Security Studies) of the University of Grenoble consists of questioning, on the basis of a precise questionnaire, French and international experts on the foundations of armed wars, economic, civil and more broadly violence. The results are interesting firstly because the French are more confident in nuclear deterrence than their foreign counterparts to avoid armed conflicts, the balance of power between the two antagonistic economic systems is not favored to explain military wars and the struggle for power and domination seem to be quite widely shared in most conflicts, in an expression that mercantilism would not have denied.

Mots clés : guerre, guerre économique, paix, capitalisme, socialisme, lutte des classes, désarmement.

War, economic war, capitalism, socialism, class struggle, disarmament

Perceptions de la guerre et
de la paix

**Analyse des résultats d'une
enquête
auprès d'experts français et
internationaux**

J. Fontanel et J. F. Guilhaudis

CEDSI - octobre 1988

Le questionnaire élaboré en coopération avec d'autres membres du CEDSI et d'autres experts (texte en annexe 1) a été traduit en anglais (texte en annexe 2) et adressé à une centaine d'experts français et à une centaine d'experts internationaux.

Le nombre de réponses obtenues (47 réponses d'experts français et 37 réponses d'experts internationaux au 1er octobre 1988), la qualité des personnes interrogées et celle des réponses rendent les résultats de l'enquête particulièrement significatifs. La base de données ainsi constituée permet dès maintenant d'apercevoir certains traits qui semblent caractéristiques de la Communauté des experts français, en particulier le poids de l'empreinte gaulloise et l'attachement à la dissuasion nucléaire, et de constater sur ce point mais aussi sur plusieurs autres - causes de la violence, systèmes défensifs, importance du désarmement, rôle des Nations Unies - des décalages notables avec les opinions des experts étrangers.

Ces résultats confirment l'intérêt qu'il y a à procéder à des enquêtes sur les opinions des experts au sujet des thèmes intéressant la sécurité internationale. En outre il est important de remarquer que les observations jointes aux réponses à certaines questions, les divergences entre les réponses, parfois les contradictions peuvent contribuer à l'amélioration de la qualité d'un questionnaire - qu'il serait intéressant de diffuser à nouveau dans quelques années ou de compléter sur des points particuliers - mais aussi peuvent favoriser une meilleure compréhension, par les experts eux-mêmes, de questions particulièrement délicates, par exemple la notion de la guerre.

Les données recueillies ont permis aux auteurs, avant même la rédaction de ce rapport, de présenter une communication au Colloque "Economie et Défense" organisé par le Centre d'Histoire Militaire et d'Etude de Défense de l'Université Paul Valéry (Montpellier). Dans les mois qui viennent, ils se proposent de publier ce rapport, in extenso dans les cahiers du CEDSI et, également, sous une forme condensée et accessible à un public plus vaste.

Résultats de l'enquête auprès des experts français (47 réponses)

Les causes de la violence et de la guerre font l'objet de nombreux débats, dont l'actualité reste toujours obsédante. Depuis quelques années, il ne semble pas que les idées aient beaucoup avancé, mais dans leurs analyses les spécialistes de géopolitique introduisent consciemment ou inconsciemment des conceptions des conflits, de la violence, de l'armement ou du désarmement qui sont, au fond, déterminantes dans les conclusions de leurs théories ou de leurs conceptions. Le CEDSI (Centre d'Etudes de Défense et Sécurité Internationale de Grenoble), dans une approche itérative, s'est attelé à la tâche délicate de mettre en oeuvre un questionnaire synthétique sur ces réflexions et de l'adresser à une centaine d'experts français. Au 28 Septembre 1988, 47 questionnaires ont été remplis, notamment par des universitaires, généralement très bien informés et soucieux d'analyses conceptuelles rigoureuses.

Il faut dire que la plupart des experts ont eu quelques difficultés à remplir ce questionnaire qui impliquait une réflexion de type binaire ou ternaire souvent éloignée des méthodes pratiquées dans les sciences sociales. Sans aller jusqu'à admettre l'observation de F.G. Dreyfus selon laquelle "le questionnaire est vraiment trop discutable pour que les réponses soient réellement représentatives", il faut reconnaître que malgré des efforts de syntaxe longs et délicats, certaines questions n'ont pas nécessairement été comprises de la même manière par les différents interlocuteurs. Nous avons, autant que faire se peut, tenu compte de cette situation et globalement, les réponses offrent des informations intéressantes sur le langage et les perceptions des conflits et des guerres des spécialistes français.

Quatre thèmes complémentaires ont été abordés,

- la perception des causes de la violence et de la guerre,
- la définition de la guerre,
- la responsabilité des armements dans les conflits
- et enfin le désarmement en tant que facteur de paix.

I - LA PERCEPTION DES CAUSES DE LA VIOLENCE ET DE LA GUERRE

Deux questions ont été posées. D'abord, à partir d'une liste de causes généralement avancées pour expliquer la guerre, il a été demandé aux experts d'indiquer celles qui leur apparaissaient les plus significatives. Ensuite, la question du caractère moniste ou pluraliste du fondement de la guerre a été abordée.

I.1. Parmi les causes de la violence et de la guerre, quelles sont celles qui vous paraissent les plus significatives ?

Tableau n° 1- Les causes de la violence humaine

Causes évoquées	OUI	NON	Non cité
Lutte pour le pouvoir	42	1	6
Idéologie	37	2	11
Religion	36	1	12
Violence humaine innée	30	9	10
Inégalités sociales	22	4	23
Crise économique	17	12	20
Droits de l'homme	16.	10	23
Lutte systèmes économiques	14	10	25
Lutte des classes	13	11	25

Ont été proposés par ailleurs

- Volonté de puissance et de domination (3 fois)
- Rivalité territoriale (2 fois)
- Conflits ethniques ou tribaux (2 fois)
- Lutte raciale (2 fois)
- Nationalisme (2 fois)
- Crise intérieure
- Militarisation du pouvoir civil
- Rupture des approvisionnements
- Impérialisme
- Pacifisme
- Ennui
- Lutte pour le contrôle des richesses et des espaces
- Héritages historiques
- Passion irrationnelle

Farmi ces propositions, certaines s'apparentent étroitement aux propositions du questionnaire. Ainsi en est-il des couples volonté de domination-lutte pour le pouvoir, crise économique-crise intérieure, lutte pour le contrôle des richesses et des espaces - ordre économique international injuste, etc... Au fond, il est vrai que dans le questionnaire manquaient les dimensions spatiales et ethniques.

Plusieurs observations ont été faites :

1) Le recteur Hugues TAY considère qu'aucune des expressions proposées n'est satisfaisante, car la guerre c'est d'abord la poursuite d'une action politique, ce n'est pas une pathologie du corps social, mais l'expression de la volonté politique du souverain. Cette conception proche de Clausewitz pourrait toutefois être ramenée, au moins au niveau du souverain, à la lutte pour le pouvoir.

2) Le Professeur Alain PELLET note que la lutte pour le pouvoir, la violence inhérente à l'homme, les luttes idéologiques et religieuses ne sont pas, en soi, des causes de violence ou de guerre, ce qui est contesté fortement par la majorité des réponses. Cependant, l'idée que ces causes "visibles" ne seraient pas au fond les causes fondamentales des guerres mériterait probablement d'être analysée ou au moins proposée à la réflexion du groupe d'experts.

3) Claude NIGOUL note que la pondération des causes dépend du contexte spatial, temporel, culturel, ce qui l'amène à accepter de nombreuses causes aux guerres, alors que Maurice TORRELLI considère, à juste titre, qu'il est souvent difficile de distinguer les inégalités sociales, la lutte des classes, l'injustice. Cette réflexion nous a conduit à faire un rapide calcul du nombre de questionnaires avançant au moins une raison purement économique : crise économique, inégalités sociales, lutte des systèmes économiques, ordre économique international injuste. Trente-cinq experts ont cité au moins l'une de ces causes, ce qui donne au facteur économique un rôle non négligeable dans l'émergence des conflits, de la violence et de la guerre.

4) Didier BIGO souligne que la grille de lecture des causes peut évoluer dans le temps et qu'il y a des rapports étroits entre idéologie, religion et pouvoir, entre pouvoir, crise économique, ordre international, lutte des systèmes économiques, inégalités sociales et lutte des classes. Dominique DAVID remarque que toutes ces causes se chevauchent et que les propositions se limitent à celles qui prédominent dans les conflits armés contemporains. La combinaison des facteurs de la guerre est spécifique des sociétés étudiées, autrement dit il n'existe pas de matrice générale, intertemporelle de la violence, notamment de la violence armée.

La lutte pour le pouvoir comme cause de la guerre semble être la cause qui ne fait pas l'objet de polémique puisqu'une seule réponse la réfute et plus de 84 % des experts la cite sans ambiguïté. Les luttes idéologiques et religieuses sont aussi des facteurs de guerre importants, alors que la violence inhérente à l'homme recueille près de 60 % des suffrages. Les autres causes sont citées par moins de la moitié des experts, même si le rejet de leurs effets sur la guerre est relativement faible. Au fond, les quatre causes citées ci-dessus semblent fondamentales, quand bien même les autres facteurs seraient susceptibles d'avoir, conjoncturellement, des effets non négligeables.

Les résultats sont très intéressants puisqu'ils soulignent l'importance des facteurs politiques (lutte pour le pouvoir), biologiques (violence inhérente à l'homme), philosophiques

(idéologies et religions) et dans une moindre mesure économiques. Au fond, il n'existe pas une seule cause à la guerre ; celle-ci sollicite l'ensemble des dimensions de l'homme, au même titre d'ailleurs que son symétrique la paix.

I.2. Y-a-t-il une cause dominante ?

La réponse à cette question a fait l'objet, dans le passé, de nombreux débats, qui n'ont pas abouti à un accord général. Les perceptions actuelles des causes de la violence et de la guerre semblent toujours aussi contradictoires.

17 OUI. 21 NON. 11 Pas de réponse

Sur les 16 réponses positives, 6 considèrent que la violence inhérente à l'homme est la cause essentielle des guerres, contre 5 réponses pour la lutte pour le pouvoir, deux réponses pour la volonté de domination et de puissance et une réponse favorable chacune au nationalisme, à la religion, à la politique du souverain. Les facteurs économiques et la lutte des classes ne sont jamais cités.

Dominique David note par contre que la violence est une production culturelle comme une autre.

La dispersion même de ces réponses est une confirmation du caractère non-moniste de la guerre.

II) DEFINITION DE LA GUERRE

Le questionnaire a eu pour ambition d'affiner la définition de la guerre.

II.1. Il a d'abord été demandé si ce mot devait être réservé aux conflits armés.

La réponse est sans ambiguïté

39 OUI 13 NON et 1 OUI (au niveau du vocabulaire) et NON (Science des conflits)

Il est à noter que, malgré des formations universitaires différentes, les réponses ne recourent pas vraiment le clivage économiste, juriste, politologue.

Pour préciser les opinions des experts qui souhaitent conserver aux conflits armés le mot guerre, étaient faites plusieurs propositions :

Tableau n° 2 - Les acteurs de la guerre

Acteurs	OUI	NON	Sans OPINION
Entre Etats	39		
Groupes sociaux	26	5	8
Etats et peuples	18	8	13
Classes sociales	14	14	11
Systèmes économiques	13	12	14

6) Etat et Nation 1

Quelques experts ayant refusé de réserver le mot guerre aux conflits armés se sont exprimés sur cette question, ce qui explique le nombre plus important de réponses à cette question que de réponses positives à la question précédente. Probablement que la série de question aurait pu être mieux posée, d'abord en demandant si le concept de guerre devait ou non être réservé aux conflits entre Etats et ensuite, en cas de réponse négative, de faire préciser le type de groupes sociaux qui apparaissent comme des acteurs de la guerre.

Il apparaît très clairement que la guerre, c'est d'abord un conflit armé entre Etats ou groupes sociaux (guerre civile).

1) Le Professeur Louis DUBOUIS aurait souhaité introduire la domination par la menace militaire dans le concept de guerre (ce qui est expressément contesté par un expert, alors que le Recteur TAY, considérant que la violence est un continuum, s'interroge sur le niveau de violence nécessaire à la justification de l'appellation guerre. De manière plus générale, il serait intéressant de mettre en évidence la caractère "continu" ou "daté" des conflits. Si l'on réfute l'hypothèse avancée par Louis DUBOUIS, la guerre peut être un phénomène "discret" (au sens mathématique du terme). Au contraire, si l'on accepte l'idée selon laquelle la menace de guerre c'est déjà la guerre, on se situe plutôt dans la perspective d'une perception de la guerre, comme un état quasi permanent et continu, s'exprimant selon des niveaux de violence plus ou moins élevés.

2) Jean Klein fait remarquer que les guerres coloniales ne se réduisent pas à un affrontement entre les systèmes économiques (ce qui, à notre sens, est une perception étroite de la notion de système économique) et il aurait souhaité quelques mots sur les guerres entre Etats appartenant à des systèmes politiques et économiques similaires. Enfin, il soulève un point très important, sur la question de savoir si les opérations militaires menées par une puissance dominante contre le peuple d'un Etat satellite sont une opération de guerre ou une simple opération de police ? En élargissant la question, il nous oblige à réfléchir sur les liens étroits qui existent entre le fait militaire et le fait policier, et la difficulté concrète à les distinguer dans de nombreuses situations. Une définition de la guerre nécessite probablement une distinction entre les activités policières et les activités militaires.

3) Didier BIGO suppose que la reconnaissance par deux adversaires de leurs conflits, dans une relation proche de la symétrie, devient guerre à partir du moment où il y a usage des armes. Dans ce contexte, le terrorisme semble échapper au concept de guerre. Cette idée est reprise plus rapidement par Gérard DUCHENE qui parle de guerre lorsqu'il y a conflits armés entre groupes d'hommes organisés, quels que soient leurs buts.

4) Le Doyen José SAVOYE considère que le terme de guerre doit être réservé à l'affrontement armé et sanglant de Prince à Prince, d'Etat à Etat, de peuple à peuple. Tout conflit n'est pas la guerre et la science des conflits n'est pas celle de la guerre ; celle-ci suppose l'intervention d'un acteur qui détient le monopole de la violence armée organisée ; les autres conflits peuvent utiliser le concept de guerre à condition d'ajouter un adjectif : guerre civile, religieuse, ethnique, froide, voire "en dentelles".

Nous savons déjà que la guerre c'est d'abord un conflit armé entre les Etats ou des groupes sociaux organisés. Il est utile de se pencher alors sur toutes les autres formes de conflits couramment nommés guerre et qui n'entrent pas dans cette définition.

2.2.2. Comment désigner les conflits armés pour lesquels le concept de guerre vous paraîtrait inadapté ou inadéquat ?

La réponse à cette question est normalement limitée aux experts qui souhaitent réserver le terme guerre aux conflits armés entre Etats. Il y a eu peu de propositions à cette question, puisque moins de 30 % des experts ont fait des propositions concrètes, parfois accompagnées de points d'interrogation. En outre, il n'y pratiquement jamais eu de tentative de justification du mot proposé.

Tableau n° 3 - Liste des propositions de substitution au concept de guerre

- Pour les conflits armés entre systèmes économiques (15 propositions)

Rivalités (4fois)
Compétition (3fois)
Lutte de pouvoir
Antagonisme
Rapports de force
Confrontation

Conflit idéologique
Conquête/Libération
Affrontement
Système de violence économique
Crise
Lutte pour l'hégémonie
Guerre économique
Conflit économique

Le nombre et le caractère peu répétitif des propositions montrent à l'évidence les difficultés conceptuelles devant lesquelles la réflexion sur la guerre bute. On peut s'interroger aussi sur la qualité de la compréhension de la question posée.

- Entre classes sociales (11 propositions)

Lutte des classes (4 fois)
Affrontement (2 fois)
Guerre civile (2 fois)
Révolution
Conflit social
Conflit interne
Antagonisme
Violence sociale
Violence limitée
Rivalité

Les propositions sont moins nombreuses, mais elles tendent à éliminer l'idée d'affrontement (qui a déjà été utilisé pour les systèmes économiques), à moins de lui adjoindre un qualificatif.

- Entre groupes sociaux (10 propositions)

Conflits (3 fois)
Guerre civile (3 fois)
Lutte (2 fois)
Antagonisme
Affrontement
Conflits internes
Système de violence privée
Conflit armé non international
Rivalités

- Entre Etat et peuples (13 propositions)

Guerre civile (4 fois)
Répression (2 fois)
Lutte
Antagonisme
Révolution
Oppression
Mouvement libération
Combats
Crise sociale civile
Dissidence collective
Système de violence étatique
Oppression militaire
Conflits internes

22 questionnaires n'ont fourni aucune réponse à ces questions, soit plus de 45 % des personnes interrogées. Au fond, l'abondance des mots proposés est une démonstration saisissante de l'insuffisante conceptualisation des conflits. Il n'est pas certain que le vocabulaire nous aide actuellement à comprendre les faits de la société contemporaine.

1) Pour Alain JOXE, il n'y a pas de différence aujourd'hui entre guerre et conflit armé.

2) Le Professeur Bernard CHANTEBOUT considère qu'en employant le terme "guerre" à tout propos, on banalise le concept, ce qui a deux conséquences : dans le domaine international, la guerre devient licite puisqu'elle est la situation normale de l'humanité, et dans le domaine interne, toutes les restrictions aux libertés sont permises puisque l'état de guerre le justifie. Cette observation nous paraît particulièrement judicieuse et elle mérite probablement d'être approfondie.

3) Dominique DAVID considère qu'il existe un continuum conflictuel intégrant toutes les formes d'affrontements sociaux possibles. Le conflit armé ne représente qu'un moment de ce continuum.

Il a ensuite été demandé si certaines situations violentes pouvaient être appelées guerre.

II.3. Peut-on parler de guerre à propos de plusieurs situations violentes :

Les réponses sont condensées dans le Tableau n° 4. Il faut noter que la rédaction du questionnaire aurait pu être plus satisfaisante en demandant aux experts si les termes de guerre économique, guerre diplomatique, guerre commerciales, guerre psychologique, guerre religieuse ou guerre idéologique leur paraissaient adaptés.

Tableau n° 4 - Situations violentes et guerre

Situations	OUI	NON	Sans opinion
Prises d'otages	13	18	18
Domination de la menace militaire	13	18	17
Compétition idéologique	11	21	17
Sanctions et embargos économiques	11	23	15
Répartition des richesses	5	22	22
Compétition économique	7	26	16
Résistance non-violente	6	24	19
Sanctions diplomatiques	5	25	19

Il y a une nette majorité pour refuser l'appellation guerre aux conflits cités ci-dessus, malgré la caractère fortement militaire de la prise d'otages et de la domination par la menace.

1) Jacques ABEN estime que l'on peut parler de guerre chaque fois qu'un groupe veut imposer sa volonté à un autre, mais il lui semble préférable de conserver ce terme pour les conflits entre Etats ou groupes à vocation étatique.

2) Le Professeur Maurice TORRELLI considère qu'il y a guerre dès lors qu'il y a volonté d'imposer sa loi par les moyens de pressions ou de résister à celles-ci. La menace est une nouvelle forme de guerre qui vient en appui, par exemple, à la stratégie indirecte.

4) Jean KLEIN nous fait observer que la résistance non-violente peut conduire à des affrontements dans lesquels l'une des parties fait usage des armes ; ce conflit pourrait être appelé guerre, alors même que les tenants de la non-violence préféreraient le terme de "dissuasion civile".

5) José SAVOYE considère que l'énumération proposée représente des actes de guerre, mais non la guerre elle-même. La notion de stratégie indirecte en rend assez bien compte, ainsi que la notion de "bonne guerre" de Tsu Tsen.

Puisque le mot guerre n'est pas adéquat pour nommer ces situations de violence, quelles expressions faut-il utiliser ?

Tableau n° 5 - Appelation alternatives des conflits

	PROPOSITIONS
- Sanctions et embargos économiques	1) Mesures (2 fois) 2) Contre-mesures 3) Contraintes économiques 4) Instrument économique de défense ou de rétorsion 5) Pression économique (3/4) 6) Contraintes économiques à portée limitée
- Guerre idéologique	1) Conflit idéologique (8 fois) 2) Lutte idéologique (3 fois) 3) Affrontement (3 fois) 4) Révolution (2 fois) 5) Confrontation idéologique 6) Antagonisme idéologique 7) Propagande 8) Tensions idéologiques 9) Rivalité idéologique (5/4)

- Guerre diplomatique

- 1) Conflit diplomatique (8 fois)
- 2) Tensions diplomatiques (4 fois)
- 3) Affrontement diplomatique (2 fois)
- 4) Influence diplomatique
- 5) Confrontation
- 6) Crise
- 7) Lutte
- 8) Pression
- 9) Sanction

- Prises d'otage

- 1) Terrorisme (6 fois)
- 2) Piraterie
- 3) Petite guerre
- 4) Subversion
- 5) Stratégie indirecte
- 6) Acte de guerre
- 7) Conflit

- Guerre économique

- 1) Conflit (8 fois)fois)
- 2) Compétition (5 fois)
- 3) Rivalité (3 fois)
- 4) Rétorsion (2 fois)
- 5) Défense économique
- 6) Dumping
- 7) Représailles
- 8) Contre mesures
- 9) Concurrence
- 10) Pression
- 11) Antagonisme

- Domination par la menace militaire

- 1) Conflits (3 fois)
- 2) Guerre (2 fois)
- 3) Oppression
- 4) Domination
- 5) Satellisation
- 6) Pressions
- 7) Capitulation
- 8) Alignement
- 9) Renoncement
- 10) Intimidation
- 11) Système de violence militaire passive
- 12) Impérialisme (2 fois)
- 13) Hégémonie
- 14) Affrontement
- 15) Coercition militaire
- 16) Tensions

- Conflit non-violent

- 1) Résistance passive (2 fois)
- 2) Tensions politiques (2 fois)
- 3) Résistance passive non militaire
- 4) Défense passive
- 5) Lutte passive
- 6) Affrontement non-violent
- 7) Conflit non armé

Si les propositions alternatives sont nombreuses, aucune ne se dégage vraiment. Au fond, les propositions n'excèdent jamais, dans le meilleur des cas, un peu plus de 10 % des propositions.

Par contre, les propositions pour le maintien et les non réponses qui laissent présager l'absence de mots permettant la substitution de ces expressions sont nombreuses et largement majoritaires.

Tableau n° 6 - Maintien des expressions habituelles

Expressions	Maintien
Sanctions économiques	42
Prises d'otages	38
Conflits non-violents	34
Domination par la menace militaire	33
Guerre économique	32
Guerre idéologique	31
Conflits diplomatiques	31

Aucune de ces expressions ne semble sérieusement devoir être remplacée, malgré le désir de la plupart des spécialistes de réserver le mot guerre aux conflits armés entre Etats. Il y a là une contradiction qui pourrait être aisément levée à la suite de la proposition d'Alain PELLET qui suggère de conserver les guillemets chaque fois que le mot guerre ne répond pas vraiment à la définition exacte.

Selon un expert, la guerre, c'est d'abord un conflit armé entre Etats auquel s'applique le droit international (Droit de la guerre). Ce conflit est un conflit majeur (durée, intensité) incompatible avec le maintien d'un Etat de paix. Tout emploi de la force armée dans les relations entre Etats ne doit pas être assimilé à la guerre, car la pratique des Etats et le droit international ont établi des distinctions qui sont utiles. Parfois, l'utilisation limitée et temporaire de la force ne remet pas en cause l'état de paix. Il n'est pas indispensable de réserver le mot guerre aux conflits armés de longue durée et de grande intensité entre Etats, sans pour autant l'utiliser à tout propos, notamment dans le cas du terrorisme. La guerre implique toujours des restrictions à la liberté des individus nationaux ou étrangers. Dire que le terrorisme c'est la guerre, c'est aussi admettre la mise en place de mesures restrictives concernant les droits des individus. Dans ce cas, le terrorisme ne doit pas être apparenté à la guerre, d'autant que les Etats impliqués conservent des relations diplomatiques quasi-normales. L'acceptation du mot guerre est-elle pour autant limitée aux conflits armés ? On parle de guerre idéologique ou de guerre économique, par exemple. La présence d'un qualificatif permet d'éviter la confusion avec la guerre tout court. Elle souligne la dégradation des relations entre les acteurs internationaux, au point d'envisager des formes plus violentes. Un seuil serait sur le point d'être franchi.

Cette première exploitation du questionnaire est intéressante, car elle montre le caractère multiple de la guerre et la difficulté qui en résulte de la conceptualiser.

III - LES ARMES SONT-ELLES UN FACTEUR DE GUERRE ?

Les armes peuvent, de manière générale, être à la source des conflits. En outre l'armement nucléaire répond à une logique spécifique qu'il est intéressant d'analyser.

III.1 - Les armes et les conflits

La question est de savoir si les armes sont des causes de la guerre, si les conflits entre Etats se soldent par une course aux armements et si l'armement est un facteur d'insécurité.

1) A la première question de savoir si les armes peuvent être considérées comme étant à l'origine de la guerre, il n'y a eu que 3 réponses positives, contre 21 franchement négatives, 20 parfois et 3 réponses qui semblaient osciller entre le NON et le Parfois.

2) Sur l'inévitabilité de la course aux armements en cas de conflits entre deux Etats, il y a eu 25 OUI (dont 1 le plus souvent, 1 presque toujours, 1 ça dépend et 1 Parfois) et 21 NON. Les avis sont donc très partagés, avec un léger avantage sur le caractère inéluctable de la course aux armements.

3) A la question portant sur l'armement comme facteur d'insécurité, il y a eu 7 OUI, 8 NON, et 32 Parfois. Cette dernière réponse met en évidence les dangers du surarmement et du développement des conflits dans les Etats pouvant disposer de matériels militaires.

L'armement n'est pas la cause fondamentale des guerre, mais il prolifère et devient quelques fois un facteur non négligeable d'insécurité. Cette réponse est plutôt globalement dans la mouvance de la "Peace Research" ce qui est pour le moins étonnant.

III.2. La logique interne de l'armement nucléaire

Trois questions reviennent constamment dans les études actuelles sur l'armement nucléaire : la probabilité d'une guerre nucléaire accidentelle, la prolifération nucléaire et le risque des systèmes défensifs. Elles ont été posées à notre échantillon de spécialistes.

Tableau n° 7 - Probabilité d'une guerre nucléaire

0 Grande et très grande
4 Moyenne
14 Faible
22 Très faible
5 Nulle
2 Sans opinion

Il y a donc une assez grande diversité d'analyse, encore que la prise en compte du risque reste très subjective. En tout cas, la probabilité d'une guerre nucléaire apparaît être plutôt faible aux yeux des spécialistes français, mais 3 réponses seulement, soit 6% des réponses seulement, estiment nulle cette probabilité.

Tableau n° 8 - Inéluctabilité de la prolifération de l'arme nucléaire

25 OUI
12 NON
10 Sans opinion

Il y a là une certaine contradiction des réponses avec celles de la question précédente, à moins de penser que la prolifération de l'arme nucléaire n'accroît pas le risque de guerre (ce qui correspond d'ailleurs à la théorie du général GALLOIS). Au fond, les spécialistes français croient fermement à la dissuasion nucléaire et ils estiment que les nouvelles puissances nucléaires s'y rallieront.

Tableau n° 9 - Risque de conflit nucléaire accru par le développement des systèmes défensifs

9 OUI
26 NON
12 Sans opinion

Cette réponse rejette clairement les conceptions soviétiques de Gorbatchev.

Christian SCHMIDT considère que la question ne se pose pas en ces termes. La vraie question est relative aux relations entre les doctrines stratégiques et les politiques.

Dominique David souligne qu'en théorie les systèmes défensifs comme l'IDS peuvent accroître le risque du conflit, mais qu'en pratique, la question n'est pas pertinente. C'est l'idéologie anti-nucléaire en général qui

accroît le risque de conflit. Cette version recoupe en grande partie la position officielle française sur la question.

En conclusion, pour les experts français, s'il y a de très faibles chances de déclenchement d'une guerre nucléaire accidentelle, la prolifération nucléaire est inéluctable et le risque de conflit militaire ne sera pas accru avec l'apparition des systèmes défensifs. Au fond, cette idée est très réaganienne.

IV) LE DESARMEMENT EST-IL UN FACTEUR DE PAIX ?

Cette question brutale n'a pas donné de réponse majoritaire.

Tableau n° 10 - Le désarmement comme facteur de paix

6 OUI
2 OUI MAIS
20 PARFOIS
3 Cela dépend du type de désarmement
9 NON
7 Sans réponse

Il existe donc un grand scepticisme en ce qui concerne le désarmement, même si le jugement général est plutôt positif (28 personnes pensent que le résultat peut être positif, contre 9 qui semblent fermement hostiles au désarmement comme facteur de paix). Ces réponses sont donc assez étonnantes et il sera intéressant de les comparer avec les réponses des experts étrangers.

VI.1 - Les politiques prioritaires de la sécurité internationale

Nous avons demandé un classement des principales situations améliorant la sécurité internationale. Il est évidemment difficile de synthétiser tous les classements individuels. Nous avons donc retenu trois critères principaux : 1) le nombre total de citations, 2) le nombre de citations dans les trois premiers et 3) le nombre de citations comme procédure la plus souhaitable (nombre de classement à la première place).

Tableau n° 11 - Classement des politiques souhaitables en vue d'assurer une sécurité internationale optimale

	Citations totales	Citations dans les 3 premiers	Citations en premier
1) Négociations régulières entre les Etats en vue d'améliorer la confiance	37	23	14
2) La dissuasion nucléaire	31	26	14
3) Les systèmes de sécurité collective	24	14	6
4) Les Alliances	25	13	5
5) Le désarmement appliqué aux armes classiques	22	15	4
6) L'amélioration des flux d'information sur les potentiels militaires	24	8	4
7) Le désarmement nucléaire	20	10	5
8) Le désarmement appliqué aux autres armes de destruction massive	20	12	1
9) La réforme de l'Ordre Economique International Contemporain	20	10	1
10) La limitation de la course aux armements	18	6	1
11) La réduction des budgets militaires	18	3	1
12) La limitation des dépenses de RD militaires	16	5	1

13) La limitation du commerce international des armes	16	1	0
14) La limitation des crédits accordés aux industries d'armement	14	2	0
15) Le désarmement pour le développement	11	1	0
16) Le désarmement unilatéral	4	0	0
17) Le maintien d'un potentiel militaire classique défensif	1	1	0

Ce tableau est très intéressant. Il met en lumière que :

1) L'importance des procédures de négociation entre les Etats est assez largement reconnue pour le maintien de la paix. Au fond, il faudrait créer un organisme international permanent, proche de la réalité militaire et stratégique contemporaine, dont l'objectif serait de négocier de manière constante la limitation des menaces militaires et de développer l'information sur les potentiels de destruction passive.

2) La dissuasion nucléaire apparaît, aujourd'hui encore, aux yeux des spécialistes français, comme le meilleur garant de la paix. La conception gaullienne de la dissuasion domine largement les conceptions de la sécurité des spécialistes français. Si l'on procède à une étude croisée de ces deux critères on constate que 18 réponses seulement (un peu plus 40 % des réponses) classent ces deux objectifs de sécurité de manière significative en même temps. Ce qui est finalement très peu, compte tenu de l'importance des réponses positives sur chacune des solutions à l'insécurité. En d'autres termes, les négociations régulières entre les Etats semblent plutôt exclure la dissuasion nucléaire comme facteur de sécurité ; par contre, les partisans de la dissuasion sont moins opposés aux négociations internationales régulières.

Alain Joxe, Pierre Dussauge et Hugues Tay souhaitent d'abord la négociation avant la dissuasion nucléaire, alors que Claude Nigoul inverse le classement.

3) Les systèmes de sécurité collective et les Alliances, de manière surprenante, obtiennent de justesse la majorité d'avis favorables sur les priorités de construction de la sécurité internationale. Ces deux

solutions sont citées 27 fois dans les 3 premiers si l'on considère qu'il pourrait y avoir confusion entre les deux termes. La perception de la sécurité internationale par les experts français ne passe pas fondamentalement par un système de sécurité collective et/ou des Alliances.

4) Le désarmement appliqué aux armes classiques et aux autres armes de destruction massive devrait être préféré au désarmement nucléaire, si l'on tient compte de l'importance des avis favorables à la dissuasion nucléaire. Les résultats ne sont pas aussi clairs que la logique l'imposerait, même si cette tendance est faiblement confirmée. Il n'en reste pas moins vrai que 18 réponses seulement ont cité le désarmement nucléaire parmi les 10 actions souhaitables pour améliorer la sécurité internationale.

5) L'amélioration des flux d'information est assez largement considérée comme une action prioritaire (50 % de réponses positives dans les 5 plus grandes priorités). Si l'on considère que cet objectif est étroitement lié aux négociations entre les Etats, c'est 28 experts qui ont classé l'un et/ou l'autre parmi les 5 plus grandes priorités de la sécurité internationale.

6) Le contrôle des armements (limitation de la course aux armements) n'est pas considéré comme une priorité par les experts français. Il sera intéressant de comparer cette idée avec celle des experts étrangers.

7) L'action sur les facteurs économiques n'est pas aussi importante que certaines analyses bien connues le laissent supposer. Ainsi, les analyses sur l'importance du complexe militaro-industriel, sur la perversion de la Recherche-Développement militaire, sur l'importance du commerce international des armes ou même sur la nécessité de la réduction des budgets ne semblent pas, en première lecture, être une préoccupation importante des experts français par rapport aux autres possibilités d'action. Cependant, si l'on reconnaît assez majoritairement l'intérêt d'une réforme de l'ordre économique international contemporain, cet objectif, presque permanent dans les esprits, est rarement jugé prioritaire. Il est souvent devancé par d'autres solutions. Au total, les actions économiques ont été citées dans 17 réponses parmi les 5 plus grandes priorités, ce qui confirme les premières impressions sur l'importance limitée accordée par les experts français aux facteurs économiques dans la sécurité internationale.

8) Le désarmement pour le développement, pourtant une idée chère aux gouvernants français de tous bords, ne semble pas passer la rampe de l'analyse des experts. Aucun ne le cite comme priorité fondamentale, une seule réponse la situe à la troisième place et seulement 11 réponses en font état.

9) Le désarmement unilatéral est presque toujours exclu et lorsqu'il est cité, il est placé dans les toutes dernières places.

a) Gérard DUCHENE et F.G. DREYFUS considèrent que la première priorité de la sécurité est dans la constitution d'une défense efficace et solide, mais ils n'indiquent pas les modalités de sa mise en place, sinon en soulignant l'importance des alliances. Par contre, José SAVOYE affirme que la sécurité passe exclusivement par la concorde entre les Nations qui ne peut elle-même reposer que sur le partage d'une communauté d'idéaux humanistes.

b) Pour insister sur l'ambiguïté de ces réponses, Didier BIGO s'interroge sur l'identité de la paix et de la situation de non guerre.

c) Dominique SABY considère que la liste proposée représente plutôt les conséquences de la paix et non pas le processus qui conduit vers celle-ci.

d) Dominique DAVID considère enfin que ce classement ne signifie rien s'il ne se rapporte pas à un système national et international déterminé. Ce qui est vrai sur l'axe Est-Ouest ne l'est pas par ailleurs.

f) F.G. DREYFUS considère que les auteurs du questionnaire ne semblent pas dominer leur définition de la sécurité. Ce qui manifestement ils partagent avec la grande majorité des experts eux-mêmes.

IV.2. Les acteurs du désarmement

Concernant les acteurs principaux de l'effort d'armement, les négociations entre toutes les puissances nucléaires recueillent le plus d'adhésions et le moins de rejet, mais de manière plus réaliste les accords entre les deux super-grands sont le plus souvent placés en tête. C'est ainsi que plus de 38 % des experts donnent la priorité aux accords entre les Etats-Unis et l'URSS contre à peine 20 % pour l'ensemble des puissances nucléaires. Il y a donc bien une confirmation de la responsabilité principale des deux super-puissances dans le processus de désarmement et le souhait de voir la France intervenir activement dans les négociations futures.

Tableau n° 12 - Les acteurs du désarmement

Types d'accords	Citations	Première place	Trois premières places	Refus
Par les négociations entre Etats-Unis et URSS	32	18	28	1
Par les négociations entre toutes les puissances nucléaires	33	11	32	0
Par les Pactes militaires	27	4	22	3
Par les instances régionales	24	1	10	2
Par l'ONU	17	4	7	3
Par des mesures unilatérales	7	0	1	4

Le rôle de l'Organisation des Nations Unies n'obtient pas une franche adhésion en matière de désarmement, puisque 4 réponses seulement souhaitent lui accorder un rôle prépondérant, alors que 36 % de réponses la citent comme instance éventuelle de négociation.

Il y a eu huit réponses qui n'ont pas donné de classement ou qui refusent de ranger ces différentes possibilités indépendamment du contexte du désarmement. Ainsi, un expert indique d'une part que les instances régionales sont adaptées au désarmement conventionnel, alors que le désarmement nucléaire peut faire appel aussi bien à des négociations entre l'URSS et les Etats-Unis qu'à des négociations plus élargies et que d'autre part si les mesures unilatérales ne sont pas à exclure, l'ONU doit garder un rôle d'instance de délibération. Par contre, la négociation entre les Pactes militaires recueille de nombreux suffrages (près de la moitié des réponses la cite parmi les trois modalités les plus efficaces).

1) Pascal Boniface, par un lapidaire "lequel", s'interroge sur l'adaptation du type de désarmement aux acteurs concernés. Cette réponse avait déjà été posée indirectement par Gérard

Duchene et par Dominique David qui avaient refusé de répondre à cette question.

2) Par contre José SAVOYE dit que l'effort de désarmement n'est que de la poudre aux yeux, car la suppression des moyens de faire la guerre n'élimine pas les causes de celle-ci.

3) Jean-Pierre Maury se demande même si le rôle de l'ONU dans ce type de négociation ne ressortirait pas du gag.

4) Gérard Duchene affirme que l'effort de désarmement peut être conduit par tout couple d'adversaires potentiels, ce qui est difficile, sauf au plus haut niveau, compte tenu de la diversité des menaces. Une réponse fait état de la nécessité de conserver le nucléaire, tout en réfléchissant sur son volume, ce qui fait référence au surarmement, alors que Torrelli pense qu'il faut d'abord éviter le désarmement, car essayer de réduire en conservant l'équilibre des forces n'a pas tellement de sens.

IV.3. L'accord INF

Sur l'accord INF, les avis sont très partagés.

Tableau n° 13 - Comment qualifier l'accord INF ?

Prometteur	23
Dangereux	21
Spectaculaire	14
Insuffisant	8
Sans intérêt	3

L'accord INF semble aussi prometteur que dangereux, alors que son caractère spectaculaire est souvent souligné.

Alain Pellet parle aussi d'un accord prometteur, mais il ajoute la nécessité d'une vigilance accrue des puissances européennes, alors que Christian SCHMIDT s'interroge sur la suite donnée à ces accords.

Par contre, les effets indirects attendus de cet accord semblent indéniables, mais ils semblent limités aux autres volets de la négociation NST, START ou sur les systèmes défensifs.

Tableau n° 14 - Effets attendus de l'accord INF

Effets	OUI	NON	SANS REPONSE
Effets d'entraînement	39	3	5
Effets d'entraînement sur les négociations relatives aux armes stratégiques	39	4	4
Effets d'entraînement sur les négociations sur les systèmes défensifs	25	17	5
Effets d'entraînement sur les négociations relatives aux essais nucléaires	20	17	10

Autres effets d'entraînement :

- Désarmement en Europe
- Armement conventionnel (2 fois)
- Désarmement pour le développement
- Réaction sur l'opinion publique
- Désarmement nucléaire régional
- Détente
- Développement des échanges culturels et économiques Est-Ouest

Ces réponses ne manifestent pas l'idée générale d'un effet d'entraînement décisif.

José SAVOYE considère que l'accord INF n'a aucun intérêt, sauf pour le cote de popularité de ceux qui nous gouvernent, alors que Michel MARTIN suppose que des effets d'entraînement peuvent naître de cette situation, mais sans effet automatique.

Cette analyse de l'impact de l'accord INF sur le désarmement semble en contradiction avec le jugement porté sur l'accord lui-même. Les réponses sur les effets indirects de l'accord reconnaissent de grandes promesses à cette Initiative. Probablement aurait-il fallu demander si la réalisation même de cet accord était satisfaisante ou insatisfaisante. Toujours est-il que les experts français sont très partagés globalement sur l'intérêt de l'accord lui-même, mais ils considèrent généralement qu'il ouvre des voies intéressantes notamment dans les négociations relatives aux armes stratégiques et aux systèmes défensifs, alors que son impact sur les négociations relatives aux essais nucléaires est très contesté.

IV.4. Désarmement et vérification

Plusieurs questions ont été posées sur la vérification des accords éventuels de désarmement.

Tableau n° 15 - La nécessité de la vérification dans tout accord de désarmement

Questions	OUI	NON	SANS OPINION
Peut-il y avoir désarmement sans vérification ?	4	42	1
Le désarmement doit-il être vérifié :			
- par les Parties	40	1	6
- A l'aide de contrôles internationaux	30	4	13
- In situ	40	2	5

On constate que la vérification semble indissociable de toute action de désarmement, en particulier "in situ" et par les Parties elles-mêmes.

Christian SCHMIDT, qui a répondu affirmativement à un désarmement sans vérification, ajoute que son efficacité sera discutable, alors que José SAVOYE se demande si la course aux armements ne va pas se transformer en course à la clandestinité. De manière prioritaire, la vérification doit être réalisée par les Parties (de préférence ou en complément des contrôles internationaux) et in situ. Plusieurs auteurs insistent sur la confiance nécessaire pour le désarmement.

Il avait été demandé de spécifier les moyens de vérification selon plusieurs catégories d'accords : désarmement nucléaire, désarmement des armes classiques, désarmement chimique et biologique et la réduction des dépenses militaires. Bien peu de réponses ont été faites. Elles insistent généralement sur l'importance du contrôle in situ et par satellite, sur la difficulté de mettre en place un désarmement chimique et biologique et sur la quasi-impossibilité de vérifier les dépenses militaires.

Enfin, à la grande question de confiance sur l'efficacité globale de la vérification, les réponses sont plutôt positives, mais largement teintées de scepticisme :

Tableau n° 16 - Efficacité globale des procédures de vérification des accords de désarmement

17 OUI
5 NON
19 PARFOIS
1 NON et PARFOIS
5 SANS OPINION

1) Jean KLEIN conclut que les accords de désarmement doivent être vérifiables, mais les méthodes varient selon l'objet du traité et les techniques de contrôle mises en oeuvre. L'efficacité de la vérification dépend de facteurs multiples, mais les Parties doivent se voir offrir des garanties concernant le respect des engagements de désarmement pris.

2) Louis DUBOUIS insiste sur le fait que sans vérification il ne saurait y avoir de politique de désarmement et d'apaisement durable de la méfiance.

Rappelons brièvement les principaux résultats obtenus.

La guerre, c'est d'abord un conflit armé entre Etats ou groupes sociaux. Il n'existe pas une seule cause à la guerre. Les résultats soulignent l'importance des facteurs politiques (lutte pour le pouvoir), biologiques (violence inhérente à l'homme), philosophiques (idéologies et religions) et économiques. L'armement n'est pas une cause fondamentale de la guerre, qui sollicite l'ensemble des dimensions de l'homme.

Une guerre nucléaire accidentelle est très peu probable, la prolifération nucléaire est inéluctable et le risque de conflit nucléaire n'est pas accru avec l'apparition des systèmes défensifs. En matière de sécurité, les facteurs économiques sont secondaires. Les négociations et la dissuasion nucléaire sont considérées majoritairement comme les solutions les plus adaptées à la sécurité internationale de notre époque.

La vérification est indissociable de toute action de désarmement. De manière prioritaire, elle doit être réalisée par les Parties (de préférence ou en complément des contrôles internationaux) et in situ. Globalement, l'efficacité de la vérification peut être bonne, à condition de s'entourer de toutes les précautions possibles.

Résultats de l'enquête auprès des experts étrangers (37 réponses)

37 experts étrangers ont répondu à notre questionnaire, selon la répartition géographique suivante :

Algérie	1
Allemagne de l'Ouest	4
Allemagne de l'Est	1
Argentine	1
Australie	1
Autriche	1
Belgique	1
Brésil	4
Chine	1
Cuba	1
Espagne	1
Finlande	1
Grande-Bretagne	4
Grèce	1
Italie	2
Nigeria	1
Norvège	1
Pays-Bas	1
Pologne	1
Suède	1
Suisse	1
Turquie	1
USA	4
Yougoslavie	1

Soit 24 nationalités. S'il a été demandé à un plus grand nombre d'experts de la RFA, de Grande-Bretagne, du Brésil et des Etats-Unis d'intervenir dans cette étude, la raison est due à l'importance des

recherches engagées dans ces pays. Il y a 9 experts en provenance des pays en voie de développement, 5 réponses en provenance des pays socialistes.

Types de pays	Nombre d'experts
Pays en voie de développement	9
Pays socialistes	5
Pays appartenant à l'OTAN	20
Pays neutres	4

Tableau n° 1 - Les causes de la violence

	OUI	NON	NON CITE
1) Lutte pour le pouvoir	31	3	3
2) Lutte religieuse	27	3	7
3) Lutte idéologique	23	8	6

4) Inégalités sociales	17	7	13
5) Crise économique	15	10	12
6) Ordre économique injuste	14	8	15
7) Lutte de systèmes économiques	12	14	11

8) Violence inhérente à l'homme	8	15	14
9) Droits de l'homme	7	14	16
10) Lutte des classes	7	18	12

Autres propositions :

- Militarisation 7
- Culturel et ethnique 4
- Méfiance, manque d'information 2
- Racial 1

On pourrait s'attendre à ce que les experts des pays socialistes insistent plutôt sur la lutte des classes, alors que ceux des pays en voie de développement trouvent dans l'ordre économique international

injuste une cause fondamentale de la guerre. La première hypothèse n'est pas vérifiée, car seul le Professeur cubain Roberto Gonzales a cité la lutte des classes d'abord et les causes économiques ensuite comme causes fondamentales de la guerre, montrant par là une application orthodoxe de la doctrine marxiste que les quatre autres experts socialistes n'ont pas retenue. Même si l'échantillon des experts des pays socialistes n'est pas représentatif, il ne présente pas de biais statistiques significatifs d'analyse par rapport aux réponses des autres experts.

Pour les experts des pays en voie de développement, l'ordre économique injuste est évidemment un peu plus accusé, mais pas de manière excessive (6 experts sur 9 considèrent effectivement l'ordre économique international comme une cause parmi d'autres de la guerre).

Il est intéressant de constater que la lutte pour le pouvoir est la cause fondamentale de la guerre retenue par cet échantillon d'experts, alors que les religions et les idéologies sont des facteurs importants de conflits. Par contre, le rôle des facteurs économiques sur le déclenchement de la guerre n'est pas jugé totalement négligeable, mais il est rarement présenté comme essentiel. Il est très intéressant de constater que les facteurs de type biologique sont nettement rejetés (41% contre et 22 % pour), au contraire de l'analyse des experts français qui jugeaient, à une grande majorité (59 % pour et 19 % contre), la violence inhérente à l'homme comme un facteur incontournable de la guerre. La lutte des classes ou des systèmes économiques, les droits de l'homme ne sont pas retenus comme variables explicatives des conflits armés, comme d'ailleurs cela avait déjà été le cas pour les experts français.

a) Il est enfin intéressant de constater que la militarisation est considérée comme un facteur non négligeable de la guerre puisque 7 propositions ont été faites par les experts, alors que le phénomène culturel n'est pas négligé (4 mentions). Le Professeur Kenneth BOULDING considère que les conflits sont seulement des occasions et des excuses à la violence. Au fond, la cause dominante de la guerre, ce sont les cultures qui légitiment la violence et les organisations qui sont spécialisées dans les dominations par l'armement. Tout conflit conduit à la violence si la culture le permet. Le conflit n'est pas plus la cause de la violence et de la guerre que la fission nucléaire est la cause du lancement d'une bombe nucléaire.

Cette analyse repose toutefois sur l'idée implicite de la lutte pour le pouvoir, que la Professeur GURBUZ estime être fondée sur la lutte idéologique.

b) Un expert brésilien, l'argentin Manuel IZCOVITCH et le britannique Ron SMITH refusent la prédominance d'une cause particulière, considérant que la guerre dépend des conditions historiques.

c) Les réponses sur les conflits idéologiques et la lutte des systèmes économiques se recoupent parfois. Ainsi, un expert souligne l'importance du conflit idéologique dans un contexte Est-Ouest.

d) José DRUMOND SARAIVA insiste sur la diffusion de la violence par les moyens de la communication de masse et par l'éducation à la compétition.

e) Jang SICCAMA relève qu'il faudrait distinguer entre les causes nécessaires (armements par exemple) et les causes suffisantes.

I.2.Y-a-t-il une cause dominante ?

Cette question n'a pas toujours dans le passé obtenu de réponses claires. Au fond, si les réponses négatives l'emportent c'est à une faible majorité. Les experts sont assez partagés sur cette question, d'autant qu'il existe des liens profonds entre les différentes causes éventuelles.

14 OUI, 20 NON et 3 sans réponse

Les causes fondamentales citées :

Lutte pour le pouvoir	7
Lutte idéologique	3
Lutte des systèmes économiques	2
Ordre économique international	1
Causes culturelles	1
Religion	1
Militarisation	1
Nationalisme	1
Méfiance	1
Lutte des classes	1

La lutte pour le pouvoir, à laquelle peuvent d'ailleurs appartenir la lutte idéologique, la lutte des classes et le maintien d'un ordre économique international, est la cause la plus souvent citée. D'une certaine manière, la plupart des causes présentées ci-dessus sont des expressions de la lutte pour le pouvoir. Notons que les experts français avaient donné leur préférence à la violence inhérente à l'homme, qui n'a jamais été citée par les experts étrangers.

II DEFINITION DE LA GUERRE

II.1. Le mot guerre doit-il être réservé aux conflits armés ?

La réponse est claire.

28 OUI et
9 NON

Ces réponses ne dépendent pas de l'origine nationale des experts.

Tableau n° 2 - Les acteurs de la guerre (27 réponses positives)

	OUI	NON
1) Entre Etats	28	
2) Entre groupes sociaux	17	5
3) Entre systèmes économiques	16	7
4) Entre classes sociales	13	8
5) Etat et peuple	12	11
6) Violence	1	

Si la guerre s'applique bien aux conflits armés entre les Etats, il n'a pas de majorité absolue pour accepter ce vocable pour les conflits entre les groupes sociaux, entre les systèmes économiques, entre classes sociales, entre Etat et peuple. Les réponses des experts étrangers sont cependant assez proches de celles des experts français.

Robert RUDNEY signale que les révolutions ne sont plus considérées comme des luttes de classe et que la guerre froide est un vocable intéressant puisqu'il permet de développer des guerres périphériques comme instrument de lutte dans la compétition des grandes puissances.

Tableau n° 3 - Entre systèmes économiques

- 1) Conflits armés 3
- 2) Guerre économique 1
- 3) Coercition 1
- 4) Compétition 1
- 5) Violence 1

- Entre classes sociales

- 1) Guerre civile 3
- 2) Lutte des classes 2
- 3) Conflits armés 2
- 4) Violence 2
- 5) Révolution 1
- 6) Conflit structurel 1

Tableau n° 16 - Efficacité globale des procédures de vérification des accords de désarmement

17 OUI
5 NON
19 PARFOIS
1 NON et PARFOIS
5 SANS OPINION

1) Jean KLEIN conclut que les accords de désarmement doivent être vérifiables, mais les méthodes varient selon l'objet du traité et les techniques de contrôle mises en oeuvre. L'efficacité de la vérification dépend de facteurs multiples, mais les Parties doivent se voir offrir des garanties concernant le respect des engagements de désarmement pris.

2) Louis DUBOUIS insiste sur le fait que sans vérification il ne saurait y avoir de politique de désarmement et d'apaisement durable de la méfiance.

Rappelons brièvement les principaux résultats obtenus.

La guerre, c'est d'abord un conflit armé entre Etats ou groupes sociaux. Il n'existe pas une seule cause à la guerre. Les résultats soulignent l'importance des facteurs politiques (lutte pour le pouvoir), biologiques (violence inhérente à l'homme), philosophiques (idéologies et religions) et économiques. L'armement n'est pas une cause fondamentale de la guerre, qui sollicite l'ensemble des dimensions de l'homme.

Une guerre nucléaire accidentelle est très peu probable, la prolifération nucléaire est inéluctable et le risque de conflit nucléaire n'est pas accru avec l'apparition des systèmes défensifs. En matière de sécurité, les facteurs économiques sont secondaires. Les négociations et la dissuasion nucléaire sont considérées majoritairement comme les solutions les plus adaptées à la sécurité internationale de notre époque.

La vérification est indissociable de toute action de désarmement. De manière prioritaire, elle doit être réalisée par les Parties (de préférence ou en complément des contrôles internationaux) et in situ. Globalement, l'efficacité de la vérification peut être bonne, à condition de s'entourer de toutes les précautions possibles.

- Entre groupes sociaux organisés

- 1) Guerre civile 4
- 2) Conflits armés 2
- 3) Actes de violence 2
- 4) Révolution 1
- 5) Répression 1

- Entre Etat et peuple

- 1) Insurrection 3
- 2) Guerre civile 2
- 3) Actes de violence 2
- 4) Oppression 1
- 5) Résistance 1
- 6) Répression 1

20 experts n'ont donné aucune réponse. Aucun de ces termes ne s'impose vraiment, ce que nous avons déjà constaté avec le questionnaire rempli par les experts français.

a) Pour Jang SIDDAMA, le choix d'une définition devrait être complètement dépendant de la théorie que l'on souhaite développer ou tester. On peut évidemment s'interroger sur cette affirmation, surtout si chaque analyste se propose de créer son propre vocabulaire en utilisant, dans un sens différent, des mots utilisés par ailleurs dans un autre sens.

b) Ron SMITH interprète la guerre comme un conflit armé entre des groupes organisés, un type particulier de "querelles mortelles" (deadly quarrel) pour utiliser le langage de Richardson.

c) Hans THALBERG note avec humour qu'il faut au moins des belligérants pour parler de guerre.

d) un expert note que les termes usage de la force (use of force) ou menace de coercition pour contrôler ou influencer les individus, les groupes et les Etats sont préférables.

e) Wojciech MULTIN de Pologne considère qu'il est inadéquat de parler de guerre pour l'ensemble des propositions du questionnaire ci-dessus.

f) Manuel IZCOVITCH considère que de nombreux conflits ne sont pas à proprement parler des guerres, mais qu'ils peuvent conduire à des conflits armés.

Tableau n° 4 - Situations violentes et guerre

	OUI	NON	NON REPONSE
- Sanctions et embargos	8	6	23
- Menace militaire	6	6	24
- Compétition idéologique	6	7	23
- Sanctions diplomatiques	5	8	24
- Lutte répartition des richesses	4	8	24
- Prises d'otage	3	9	24
- Compétition économique	3	9	24
- Résistance non-violente	3	10	23

Il y a une nette majorité pour refuser l'appellation guerre aux conflits cités ci-dessus.

a) Clovis BRIGAGAD souhaite parler de guerre concernant les conflits économiques, idéologiques, diplomatiques, mais il parle aussi de "poverty war", de fanatisme religieux ou idéologique, de violence technologique. Au fond, les termes utilisés dépendent beaucoup du vécu de chaque expert.

b) Nils Petter GLEDITSCH préférerait l'usage de "conflict behaviour" (comportement conflictuel) comme terme plus large que celui de guerre. Le mot conflit doit être réservé aux problèmes structurels (intérêts incompatibles). Wally STRUYSS rejoint la même préoccupation en ce qui concerne la substitution du mot guerre par celui de conflit, auquel il serait intéressant d'associer des qualificatifs comme violent, social, interne, etc...

c) José DRUMOND SARAIVA considère que la destruction passe aussi bien par les armes que par les instruments politiques et économiques. Au fond, ce sont les moyens qui changent pour des résultats comparables, sinon dans la forme, du moins dans le fond. Cependant, les destructions indirectes sont difficiles à analyser et à comptabiliser, ce qui peut justifier la préférence pour l'adoption du concept limité de guerre.

Tableau n° 5 - Appellations alternatives des conflits

- Sanctions et embargos économiques :

- 1) Conflits 2
- 2) Compétition 2
- 3) Sanction économiques 2
- 4) Guerre économique 1
- 5) Représailles économiques 1
- 6) Pressions matérielles 1
- 7) Guerre froide 1

- Guerre idéologique

- 1) Lutte 3
- 2) Conflits 2
- 3) Subversion 1
- 4) Compétition 1

- Guerre diplomatique

- 1) Guerre diplomatique 2
- 2) Lutte 2
- 3) Conflits 2

- Prise d'otage

- 1) Terrorisme 3
- 2) Crime 1

- Guerre économique

- 1) Menace économique 2
- 2) Conflit 1
- 3) Embargo 1
- 4) Lutte 1
- 5) Pression 1
- 6) Guerre froide 1
- 7) Contrainte 1
- 8) Compétition 1

- Domination par la menace militaire

- Impérialisme 1
- Coercition 1
- Guerre froide 1
- Pression 1
- Contrainte 1
- Lutte 1
- Hégémonie 1

Les propositions alternatives sont nombreuses, mais elles ne sont pas convaincantes du fait même de leur dispersion. Aucune de ces propositions n'est retenue par plus de 10 % des réponses. Les propositions pour le maintien de ces expressions sont nombreuses et largement majoritaires.

Tableau n° 6 - Maintien des expressions habituelles

Expressions	Maintien
Sanctions économiques	28
Prises d'otage	28
Conflits non-violents	25
Domination par la menace militaire	27
Guerre économique	29
Guerre idéologique	28
Sanctions diplomatiques	28

Aucune de ces expressions ne trouve donc de concurrence réelle.

III.2. LES ARMES SONT-ELLES UN FACTEUR DE GUERRE ?

3.1. Est-ce l'existence et la prolifération des armes qui provoquent les conflits ?

7 OUI, 1 NON 28 PARFOIS

En tant que telles, les armes ne sont pas un facteur, mais un moyen de la guerre. Ce qui veut dire que sans être la cause d'une guerre, elles peuvent la permettre.

3.2. Les conflits entre Etats conduisent-ils inéluctablement à une course aux armements ?

11 OUI, 25 NON

Cette réponse largement négative ne confirme pas les réponses des experts français, qui étaient beaucoup plus partagés sur cette question. Il est intéressant de constater que pour les experts français, au contraire des experts étrangers dans leur ensemble, les conflits entre Etats ne trouvent concrètement de solutions que dans la course aux armements. Il y a là une conception "militaire" de la sécurité qui tranche nettement avec la conception "civile" de la résolution des conflits avancée majoritairement à l'extérieur de la France.

3.3. L'armement est-il un facteur d'insécurité ?

16 OUI, 1 NON 19 PARFOIS

Cette réponse met en avant le danger du surarmement, sans lui conférer un caractère d'inéluctabilité.

L'armement n'est donc pas la cause fondamentale des guerres.

Tableau n° 7 - Probabilité d'une guerre nucléaire

3 Très grande
5 Grande
6 Moyenne
13 Faible
7 Très faible
0 Nulle
3 Sans opinions

On constate que plus du tiers des experts considèrent comme moyennement ou grandement probable le déclenchement d'une guerre nucléaire et qu'aucun expert ne juge nulle sa probabilité. On constate une divergence assez nette avec la position des experts français qui globalement sont moins pessimistes ou plus confiants dans la dissuasion nucléaire.

Tableau n° 8 - Inéluctabilité de la prolifération de l'arme nucléaire

18 OUI,
15 NON
4 SANS OPINION

Les avis sont étrangement partagés, au contraire des experts français qui jugent, de manière apparemment contradictoire, la prolifération inévitable et la guerre nucléaire peu probable.

Tableau n° 9 - Les systèmes défensifs accroissent-ils le risque de conflit nucléaire ?

12 OUI,
14 NON,
5 PARFOIS
6 SANS OPINION

Là encore les avis sont très partagés, au contraire des experts français assez peu sensibles à l'argumentation de Gorbatchev.

a) Kenneth BOULDING note que la course aux armements a sa propre logique qui est significative de tout conflit entre

les Parties. Un expert anglais considère que c'est l'existence même des armes nucléaires qui crée un danger insupportable.

b) Marco CARNOVALE note que les systèmes défensifs dans le champ nucléaire créent une incitation évidente à attaquer en premier ; c'est pourquoi il est inadmissible de les développer sauf, admet un autre expert, si ces systèmes sont mutuellement développés et coordonnés. Au contraire, dans le domaine conventionnel, une forte défense décourage l'attaque et doit donc être encouragée. Pour Hans Thalberg, la distinction entre système défensif et système offensif est discutable.

c) Le Professeur Fabrizio BATTISTELLI rappelle qu'en matière de course aux armements, il faut toujours garder à l'esprit la prolifération horizontale et le progrès technologique.

IV - LE DESARMEMENT EST-IL UN FACTEUR DE PAIX ?

Les réponses sont plutôt positives, puisqu'un seul expert rejette cette proposition (3 %), alors que le nombre de OUI (50 %) et le nombre de PARFOIS (47 %) sont très proches. L'effort de désarmement n'est donc pas jugé inutile.

Ces résultats tranchent nettement avec l'échantillon des experts français chez lesquels les procédures de désarmement provoquent un certain scepticisme (15% seulement de réponses positives contre 22,5% de réponses négatives).

Tableau n° 10 - Le désarmement comme facteur de paix

16 OUI
1 NON
15 PARFOIS

IV.1. Les politiques prioritaires de la sécurité internationale

Nous avons retenu les mêmes critères que pour l'exploitation des questionnaires des experts français.

Tableau n° 11 - Classement des politiques souhaitables en vue d'assurer une sécurité internationale optimale

	Citations totales	Dans les 3 premiers	En premier
1) Désarmement nucléaire	24	11	8
2) Désarmement des armes de destruction massive	24	10	4
3) Négociations régulières	25	9	4
4) Désarmement des armes classiques	22	11	2
5) Limitation course aux armements	18	7	3
6) Flux d'information	18	5	1
7) Système de sécurité collective	15	8	2
8) Dissuasion nucléaire	13	6	5
9) Réforme de l'ordre économique international	12	5	4
10) Réduction des dépenses militaires	15	2	0
10) Les alliances	7	6	2

12) Limitation du commerce des armes	12	1	1
13) Limitation de la RD militaire	13	1	0
14) Le désarmement pour le développement	8	2	0
15) La limitation des crédits consacrés aux industries d'armement	7	0	0
16) Désarmement unilatéral	3	0	0

Le désarmement nucléaire, la destruction des armes de destruction massive, des négociations régulières entre les Etats et le désarmement des armes classiques semblent être les priorités d'action proposées par les experts étrangers. Il y a là une divergence considérable avec les experts français qui recommandent des négociations régulières entre les Etats, mais insistent aussi sur la dissuasion nucléaire, le développement des systèmes de sécurité collective et le renforcement des alliances. Ces divergences peuvent aisément être expliquées par la politique de sécurité nationale originale menée par la France.

Il est clair que les experts des pays neutres ou des pays socialistes impressionnés par l'action et les discours de Gorbatchev n'ont pas la même analyse de la situation géopolitique et militaire actuelle, notamment à l'égard du nucléaire. La question est donc de savoir si les experts français n'ont pas un temps de retard ou si leur prudence leur donne une avance.

Il faut noter que le désarmement unilatéral, les actions économiques sur le budget, les ventes d'armes, les crédits à l'industrie d'armement, le contrôle de la RD militaire, le désarmement pour le développement ne sont pas considérés comme des actions immédiatement prioritaires, ce qui ne manque pas d'être étonnant si l'on veut bien tenir compte de l'opinion publique très favorable à ces projets. La raison est sans doute dans les difficultés concrètes de mise en place de ces actions dans le monde contemporain.

a) Pour Wichard WOYKE, cette question mériterait d'être précisée selon que l'on se place dans le cadre Est-Ouest ou Nord-Sud, voire Sud-Sud.

b) Très polémique, mais représentant une part importante de l'opinion publique américaine, Daniel PIPES voit dans le changement de régime de l'Union Soviétique le meilleur moyen de désarmement.

c) Thomas ENDERS propose la liberté de voyage entre les Etats opposés et les alliances, en signalant que les échanges de jeunes sont essentiels. Au fond, cette démarche est culturelle. C'est parce que les hommes se connaissent mieux qu'ils limiteront les risques de guerre.

d) Pour KING-YUH CHANG de la République de Chine, il est souhaitable que l'ONU joue un rôle plus actif dans un effort général en faveur du désarmement.

Tableau n° 12 - Les acteurs du désarmement

Types d'accords	Citations	En premier	Dans les 3 premiers
Entre USA et URSS	32	17	27
Puissances nucléaires	28	2	21
Pactes militaires	26	4	16
ONU	23	4	11
Instances régionales	20	2	9
Mesures unilatérales	8	1	3

Le responsabilité particulière des Etats-Unis et de l'URSS est très clairement affirmée, alors que le rôle des puissances nucléaires est nuancé et celui de l'ONU est nettement valorisé par rapport aux réponses des experts français.

IV.3 - L'accord INF

Les experts étrangers sont nettement plus optimistes que les experts français sur la question de l'intérêt de l'accord INF et ce pour les mêmes raisons que nous avons déjà indiquées préalablement. Il est rarement jugé dangereux (moins de 8 % d'experts étrangers contre 45 % d'experts français), il n'est pas considéré comme étant spectaculaire et

il est très prometteur (84 % d'experts étrangers contre moins de 50 % d'experts français).

Tableau n° 13 - Comment qualifier l'accord INF ?

Prometteur 31
Insuffisant 10
Dangereux 3
Sans intérêt 1
Spectaculaire 0

Tableau n° 14 - Effets attendus de l'accord INF

Effets	OUI	NON	POSSIBLE	S.R.
Effets d'entraînement	17	13	5	2
Effets d'entraînement sur les négociations des armes stratégiques	20	11	5	1
Effets d'entraînement sur les négociations systèmes défensifs	11	17	2	7
Effets d'entraînement sur les essais nucléaires	18	15	1	3

Autres possibilités :

- Négociations sur les forces conventionnelles en Europe
- Négociations sur les armes chimiques
- CST
- CW
- START
- Négociation en relation avec les autres armes de destruction de masse.

Les effets d'entraînement sont jugés assez importants, mais paradoxalement, un peu moins développés que ne le jugent les experts français. Sans doute parce que les accords INF sont jugés plus achevés à l'étranger qu'en France.

a) Ron SMITH considère que la plupart des procédures de désarmement pourraient être engagées de manière unilatérale et sans vérification, en donnant l'exemple de l'après deuxième guerre mondiale.

b) Wally STRUYSS que certains effets d'entraînement peuvent être négatifs, notamment pour les producteurs d'armes.

Tableau n° 15 - La nécessité de la vérification dans tout accord de désarmement

	OUI	NON	Possible	SANS OPINION
Peut-il y avoir désarmement sans vérification ?	5	30	0	2
La vérification est faite				
- par les parties	29	2	3	3
- Contrôles internationaux	26	2	3	2
- In situ	22	3	2	10

La vérification semble être inséparable de l'effort de désarmement. On la souhaite contrôlée par les Parties, mais curieusement la vérification in situ ne soulève pas le même enthousiasme chez les experts étrangers que chez les experts français.

Thomas ENDERS souligne que l'amélioration de la confiance mutuelle provoquée par les procédures de vérification reste une hypothèse à vérifier.

Tableau n° 16 - Efficacité globale des procédures de vérification des accords de désarmement

14 OUI
1 NON
20 PARFOIS
2 SANS OPINION

L'efficacité des procédures de vérification semble raisonnablement acceptable pour les experts étrangers.

a) Nills Petter GLEDITSCH considère que l'efficacité de la vérification dépend du degré de confiance des Parties. En cas de méfiance, la vérification ne sera pas efficace. Fabrizio BATTISTELLI ajoute que l'efficacité dépend d'abord de la volonté politique.

b) Robert RUDNEY insiste sur le fait que la vérification n'est pas le problème essentiel. Ce qui est fondamental, c'est la confiance et la volonté de réussir (compliance = acquiescement)

Les résultats fournis par l'exploitation des réponses du questionnaire sont intéressants. Ils mettent en avant les divergences d'interprétation (notamment en ce qui concerne le désarmement mais aussi ils soulignent les larges points de vue convergents (notion de guerre, intérêt des INF ou les causes de la guerre).

ANNEXE 1

QUESTIONNAIRE

NOM

PRENOM

NATIONALITE

PROFESSION

INSTITUTION

SOUHAITEZ-VOUS CONSERVER L'ANONYMAT ? OUI NON

I - LES PERCEPTIONS DES CAUSES DE LA VIOLENCE ET DE LA GUERRE.

Les causes de la violence et de la guerre font l'objet de nombreux débats. Il est intéressant de faire le point sur ceux-ci, notamment en mettant en évidence les facteurs déterminants de la violence et de la guerre aux yeux des spécialistes.

1.1. Parmi les causes de la violence et de la guerre suivantes, quelles sont celles qui vous paraissent significatives?

- | | | |
|--|-----|-----|
| - Lutte pour le pouvoir | OUI | NON |
| - Crise économique | OUI | NON |
| - Inégalités sociales | OUI | NON |
| - Violence inhérente à l'homme | OUI | NON |
| - Lutte des classes | OUI | NON |
| - Lutte de systèmes économiques | OUI | NON |
| - Lutte idéologique | OUI | NON |
| - Lutte religieuse | OUI | NON |
| - Droits de l'homme (liberté, justice, etc...) | OUI | NON |
| - Ordre économique international injuste | OUI | NON |
| - Autres et lesquelles ? | | |

1.2. Y-a-t-il une cause dominante? OUI NON

Laquelle ?

Observations (facultatives)

II - DEFINITION DE LA GUERRE

2.1. Le mot guerre doit-il être réservé aux conflits armés ?

OUI NON

2.2. SI OUI.

2.2.1. C'est une lutte armée

- | | | |
|---|------------|-----------|
| - entre Etats ? | OUI | NON |
| - entre systèmes économiques (guerres coloniales, capitalisme et socialisme, notamment) ? | guerre OUI | entre NON |
| - entre classes sociales (dans le cadre notamment des révolutionnaires) ? | OUI | NON |
| - entre groupes sociaux (religions, ethnies, sécession)? | OUI | NON |
| - entre Etat et peuples ? | OUI | NON |
| - Autres | | |

2.2.2. Comment désigner les conflits armés pour lesquels le concept de guerre vous paraîtrait inadapté ou inadéquat ?

- Entre systèmes économiques
- Entre classes sociales
- Entre groupes sociaux organisés
- Entre Etat et peuple

Suggestions

2.3. SI NON, peut-on parler de guerre à propos :

- | | | |
|---|-----|-----|
| - des sanctions et des embargos économiques ? | OUI | NON |
| - de la compétition idéologique ? | OUI | NON |
| - de la résistance non-violente ? | OUI | NON |
| - de la lutte pour la répartition des richesses ? | OUI | NON |
| - des sanctions diplomatiques ? | OUI | NON |
| - de la prise d'otages ? | OUI | NON |
| - de la compétition économique ? | OUI | NON |
| - de la domination par la menace militaire ? | OUI | NON |

Suggestions :

2.3. En cas de réponse négative, pouvez-vous qualifier les conflits ci-dessus, par un mot qui pourrait se substituer à celui de guerre, trop couramment utilisé par les médias ?

- sanctions et des embargos économiques ?
- "Guerre" idéologique ?
- "Guerre" diplomatique ?
- Prise d'otages ?
- "Guerre" économique ?
- Domination par la menace militaire ?
- Conflit "non-violent" ?

Observations (facultatives)

III - LES ARMES SONT-ELLES UN FACTEUR DE GUERRE ?

3.1. Vous paraît-il juste de dire que c'est l'existence et la prolifération des armes qui provoquent les conflits ?

OUI NON PARFOIS

3.2. Les conflits entre Etats conduisent-ils toujours inéluctablement à une course aux armements ?

OUI NON

3.3. L'armement est-il un facteur d'insécurité ?

OUI NON PARFOIS

3.4. Les dangers de l'armement :

- Probabilité d'une guerre nucléaire accidentelle (rayer les mentions inutiles)

TRES GRANDE GRANDE MOYENNE FAIBLE TRES FAIBLE NULLE

- Inéluçtabilité de la prolifération de l'arme nucléaire

OUI NON SANS OPINION

- Pensez-vous que les systèmes défensifs accroissent le risque de conflit nucléaire ?

OUI NON SANS OPINION

Observations (facultatives)

4- LE DESARMEMENT EST-IL UN FACTEUR DE PAIX ? OUI NON PARFOIS

4.1. La sécurité passe-t-elle d'abord par :

Classement

- le désarmement nucléaire
- le désarmement appliqué aux autres armes de destruction massive
- le désarmement appliqué aux armes classiques
- la dissuasion nucléaire
- les Alliances
- les Systèmes de Sécurité Collective
- le désarmement unilatéral
- la limitation de la course aux armements
- la réduction des budgets militaires
- la limitation des dépenses de recherche-développement militaire
- la limitation des crédits consacrés aux Industries d'armement
- la réforme de l'ordre économique international contemporain
- le désarmement pour le développement
- la limitation du commerce international des armes
- les négociations régulières entre les Etats en vue d'améliorer la confiance
- l'amélioration des flux d'information sur les

potentiels militaires

Observations (facultatives)

4.2. L'effort de désarmement doit-il être conduit:

Classement

- par des négociations entre les Etats-Unis et l'URSS
- par les négociations entre toutes les puissances nucléaires
- par l'ONU
- par les Pactes militaires.
- par des instances régionales
- par des mesures unilatérales

Observations (facultatives)

4.3 - L'accord INF vous paraît-il :

- Prometteur
- Insuffisant
- Dangereux
- Sans intérêt
- Spectaculaire
- Autres ?

4.4. L'accord INF vous semble-t-il susceptible d'avoir des effets d'entraînement ?

OUI NON

- Sur les négociations relatives aux armes stratégiques ?

OUI NON

- Sur les négociations des systèmes défensifs ?

OUI NON

- Sur les négociations relatives aux essais nucléaires ?

OUI NON

- Autres et lesquels ?

4.5. Peut-il y avoir désarmement sans vérification ?

OUI NON SANS OPINION

Observations (facultatives)

4.6. La vérification des accords de désarmement doit-elle être réalisée par :

- par les Parties aux accords ?	OUI	NON
- à l'aide de contrôles internationaux ?	OUI	NON
- un contrôle in situ	OUI	NON

- Autres formes de vérification souhaitables selon les accords de désarmement :

- le désarmement nucléaire
- le désarmement des armes classiques
- le désarmement chimique et biologique
- la réduction des dépenses militaires

4.7 - Croyez-vous en l'efficacité globale de la vérification ?

OUI NON PARFOIS SANS OPINION

Commentaires (facultatifs)

Bibliographie

- Aben, J. (1981), Désarmement, activité et emploi, *Défense Nationale*, Mai.
- Ball, N. (1982), *The role of military expenditures in the development process*, Colloque Emile-Laugier, UNESCO.
- Brito, D. & Intriligator, M. (1987), *Arms race and the outbreak of war*, Mac Millan Press.
- Cars, HC, Fontanel, J. (1987) Military expenditure comparisons, *Peace, Defence and Economic Analysis*, Mac Millan.
- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F (1981), *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 19, 173.
- Colard,, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1983), A la recherche du pacifisme en France N° Spécial, ARES, Défense et Sécurité, Grenoble & Lyon, 1983 (270 pages).
- Cooper, J. (1988), *The scales of output of civilian products by enterprises of the Soviet Defence Industry*, University Bermingham.
- Deger, S. & West R. (1987), *Defence, security and development*, Frances Pinter, London
- De Grasse, R.W. (1983), National security and economic delusion, *Challenge*, Marc-April.
- Fontanel, J. ((1983) *L'économie des armes*, La Découverte.
- Fontanel, J. (1985), Introduction à l'effort économique de défense, *Arès, Défense et Sécurité*, Grenoble, Lyon.
- Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1986), Le désarmement pour le développement, Ares, Défense et Sécurité Série "Désarmement et course aux armements
- Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1988), Arms transfer control and proposals to link disarmament to development, in "Arms Transfers Limitations and Third World Security", Ohlson (Ed.), SIPRI, Oxford University Press, Oxford and New York
- Galbraith, K. (1984) *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann Levy.
- Guillaume, M (1976) *Le capital et son double*, PUF, Paris.
- Intriligator, M. (1982), Research on conflict theory, *Journal of Conflict Resolution*.
- Klein, L.R. (1986); Disarmament and socio-economic development, *Disarmament*, UNO.
- Kaldor, M. (1980), *The role of military technology in industrial development*, Rapport UNO.
- Schmidt, C. (1987), *The Economics of military expenditure*, Mac Millan Press.
- Smith, D., Smith, R. (1985), Analyse économique des dépenses militaires, *Stratégique*, Septembre
- Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1987) Capital-labour substitution in defence provision, in *Defence, Security and Development*, Frances Pinter, London
- Thurow, L. (1980), Rising armament expenditures, effects on civilian economy, *Commentary*, January.